

***L'école publique restera-t-elle un bien commun ?  
Pour tous un projet d'émancipation, de liberté, de vie choisie***

*La campagne électorale avait enfin sorti du silence les questions d'éducation et d'école : valse des protocoles sanitaires, maths dans la réforme du lycée, salaire des enseignants... L'actualité meurtrière internationale a depuis pris le pas sur toute autre préoccupation, elle est évidemment l'urgence absolue. Elle nous fait aussi sentir crûment combien les discours trompeurs peuvent détruire la confiance et nous impose de rappeler que l'esprit critique et la liberté de pensée et d'expression sont les fondements de notre éducation. Une élection présidentielle éclairée nécessite que l'on affirme de vrais projets de société avec des engagements précis dans les services publics qui garantissent les trois piliers de notre devise républicaine. Partant d'un constat alarmant, nos organisations appellent nos concitoyens à peser dans les débats pour exiger une École à la hauteur de nos ambitions.*

**En effet, le constat est alarmant.**

**La situation est devenue intenable** pour les professionnel·le·s de l'éducation, épuisé·e·s par la valse des protocoles, les ordres et contre-ordres, les improvisations de dernière minute. Un ministre triomphant quand tout va mal a renforcé la lassitude accumulée depuis quatre ans à l'École, qui a subi non seulement des injonctions contradictoires, mais aussi une succession d'évaluations jacobines à tous les niveaux, des méthodes d'apprentissage imposées, une réforme du lycée discriminante. L'université-même est mise en danger par un manque de moyens criant dont Parcoursup a constitué le révélateur pour les familles.

**L'École française est inégalitaire**, les études internationales le montrent, notamment par son système de sélection, de la maternelle à l'université, avec le lycée professionnel comme variable d'ajustement pour les élèves qui ne répondent pas aux critères. La vision néolibérale de l'éducation, qui dépasse la France, conduit à individualiser et mettre en concurrence les élèves par une politique d'évaluation-sélection-étiquetage dont les finalités et les moyens sont : trier, marchandiser, privatiser, raboter les budgets.

**Une gouvernance autocratique** a sapé les fondements de l'institution ; depuis cinq ans le ministre gouverne par décrets et informe par les médias. Les voies institutionnelles de négociation sont contournées, le ministre décide, disqualifie les corps intermédiaires et réduit les organisations professionnelles au silence. Il surmédiatise, au lieu de prendre le temps de l'écoute et de la négociation.

**Une École à la hauteur de nos ambitions**

**Un projet éducatif de société** est à reconstruire, de la maternelle à l'université ; un projet issu de notre histoire scolaire, politique, de ses valeurs républicaines ; un projet nourri de plus de cinquante ans de travaux universitaires dans tous les domaines de l'éducation, enrichi de toute l'histoire des luttes syndicales, associatives, des projets d'établissement audacieux, des expérimentations territoriales réussies, des partenariats culturels.

**Des principes et valeurs** fondent ce projet : émancipation, égalité et équité, fraternité, solidarité, mixité, inclusion, haut niveau de culture pour tous.

**Il impose de soutenir, dans l'École**, une pédagogie qui apprenne à tous les élèves à penser par eux-mêmes, non à répéter ; à accepter la mixité culturelle, religieuse, les différences, se préparer à affronter des catastrophes climatiques et des défis économiques, renverser leur rapport au vivant, sortir de l'individualisme, devenir des citoyens engagés, responsables de leur pays mais aussi de la planète tout entière.

**Dans la société**, il doit briser la ghettoïsation de certaines zones urbanisées en instituant une mixité entre quartiers et établissements scolaires des villes ; garantir une égalité territoriale dans les zones rurales ; repenser la place d'une École équitable, inclusive, respectueuse des différences et diversités.

**Refonder une École digne des exigences d'aujourd'hui et de demain impose des conditions. Un système scolaire équitable et inclusif** doit être à l'écoute des rythmes et des progressions de tous les enfants ; il assure à tous une formation générale par une culture ambitieuse, littéraire, scientifique, historique, artistique (et non réduite à des savoirs dits « fondamentaux ») ; il repense la diversité des parcours et valorise les voies professionnelles et technologiques ; il donne les moyens nécessaires à l'université pour qu'elle en assume les ambitions nationales.

**Des métiers de l'éducation attractifs** doivent assurer aux professionnel·le·s des salaires nettement revalorisés qui permettront de recruter plus largement ; ils garantissent un statut stable et une liberté pédagogique par des concours d'accès neutres et reconnus ; ils s'appuieront sur une formation approfondie et renforcée dans les domaines pédagogique, didactique, universitaire, en début et en cours de carrière.

**Une gouvernance démocratique** de l'institution scolaire doit être à l'écoute des organisations professionnelles : syndicats, associations de spécialistes ; elle définit et renforce des relations horizontales entre enseignant·e·s, corps intermédiaires, administration ; mais aussi avec les partenaires de l'École, associations de parents et associations complémentaires.

**C'est collectivement que nous pourrons repenser une École à la hauteur de nos ambitions. Le temps électoral est un déclic, il ne suffira pas. C'est sur un long terme, détaché du temps politique, que nous devons, tous ensemble, prendre le temps d'un débat de société sur l'École, ouvert et ambitieux. Nos enfants le méritent.**

C'est pourquoi nous vous écrivons, en tant que candidat·e·s à l'élection présidentielle, et vous demandons des réponses précises à ces questions :

- **Organiserez-vous une large concertation démocratique sur l'École ? Si oui, comment vous y prendrez-vous, avec quels moyens ?**
- **Quel engagement prenez-vous sur les salaires de la fonction publique ?**
- **Comment lutterez-vous contre les inégalités socio-scolaires : financières et territoriales ?**
- **Comment organiserez-vous une formation approfondie et renforcée des enseignant·e·s dans les domaines pédagogique, didactique, universitaire ?**
- **Prenez-vous l'engagement de reconstituer un collectif autour de l'Éducation ? Si oui, comment ?**

**Vos réponses, ou non-réponses, seront publiées sur nos sites et les sites éducatifs.**

**Signataires :**

- AFEF (Association française pour l'enseignement du français)
- APMEP (Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public)
- GFEN (Groupement français d'éducation nouvelle)
- ICEM (Institut coopératif de l'école moderne – Pédagogie Freinet)
- Questions de classes (collectif d'acteurs de l'éducation)